

Interpellation

Nucléaire: crier avec les loups ou savoir raison garder ?

L'accident nucléaire de Fukushima ne laisse aucun parti indifférent. Hélas, pressés par le calendrier électoral et par l'envie irrépressible de récupérer l'événement, certains d'entre eux n'hésitent pas à brandir aujourd'hui des slogans, à défaut de proposer des solutions.

Oui, Fukushima marque sans doute une nouvelle page dans l'histoire des énergies. Oui, Fukushima est un drame humain qu'il faut à tout prix éviter à l'avenir. Et oui, Fukushima doit nous pousser à questionner notre politique énergétique et à accélérer le développement des énergies dites propres.

Mais pour y parvenir, il s'agit avant tout :

1. de garder la tête froide. C'est là le rôle du politique, qui doit apporter des solutions plutôt que de flatter les émotions.
2. de mettre nos actes en adéquation avec nos discours. Force est en effet de constater que certains partis – et les milieux qui les soutiennent - n'hésitent à mettre systématiquement les pieds au mur lorsqu'il s'agit de réaliser de nouveaux projets énergétiques « propres », alors qu'ils plaident tout aussi systématiquement en faveur de leur développement...
3. De définir les scénarii de remplacement de l'énergie nucléaire, en clarifiant leurs conséquences en termes de coûts, de sacrifice et de calendrier, mais aussi en visant la plus large concertation possible entre les acteurs énergétiques – Confédération, cantons, communes et secteur électrique.
4. de connaître les risques et inconvénients des autres sources d'énergie. Car si le nucléaire comporte des risques, aucune autre source n'en est totalement dénuée. On pourrait par exemple se demander si, en Suisse, un tremblement de terre d'une magnitude égale à celui du Japon n'aurait pas conduit à la destruction du barrage de la Grande Dixence et à des désastres matériels et humains tout aussi meurtriers.

Sur ces bases, le Groupe radical au Grand Conseil remercie le Conseil d'Etat de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. quelles seraient les conséquences d'une sortie immédiate du nucléaire, en termes d'approvisionnement ?
2. quelles seraient les solutions permettant de compenser dans l'immédiat le manque, que ce soit par l'achat d'énergies étrangères, le rationnement de l'énergie disponible pour les ménages et les entreprises, le redémarrage de centrales telles que Chavalon, etc.
3. quels sont les avantages et inconvénients, ainsi que les coûts, de chacune de ces solutions ?
4. à moyen et à long terme, comment le Canton de Vaud pourra-t-il raisonnablement se passer de l'énergie nucléaire, à quels coûts et selon quel calendrier ?
5. quelle est la nature et le degré du risque des autres énergies dont le Canton de Vaud dispose aujourd'hui et qu'il pourrait développer encore à l'avenir ?

Au nom du Groupe radical au Grand Conseil


Michel Mouquin

Lausanne, le 22 mars 2011

ne souhaite pas développer